

Compte rendu

Ouvrage recensé :

MODOOD, Tariq and Pnina WERBNER. *The Politics of Multiculturalism in the New Europe : Racism, Identity and Community*. London & NY, ZedBooks, 1998, 288p.

par Nicole Boucher

Études internationales, vol. 30, n° 3, 1999, p. 634-636.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704075ar>

DOI: 10.7202/704075ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

permettre aujourd'hui à la France de préserver son statut de puissance moyenne (chap. 5).

Face à l'Europe (chap. 6), la France est d'abord marquée par l'échec de la CED (1952-1954). Elle peut de moins en moins imposer ses conceptions au fur et à mesure que le centre de gravité de l'Europe se déplace. L'Europe n'est pas pour elle un multiplicateur de puissance, mais plutôt un facteur d'évolution qu'elle ne maîtrise plus (abandon de souveraineté), à moins que l'Europe ne soit plutôt un moyen d'assurer le rayonnement de la France. Malgré quelques discours récurrents sur la perte d'identité de la France, les Français ne semblent pas, d'après les sondages, craindre de se diluer dans l'ensemble européen, et ceux qui sont contre l'Europe au nom de la grandeur de la France se contredisent eux-mêmes.

Dans un monde multipolaire (chap. 7), la France a sa carte à jouer : francophonie, droits de l'Homme, aide au développement (où elle garde son rôle de leader), mais elle ne peut le faire que si elle s'appuie sur l'Europe. Le dernier chapitre (8) est consacré au « désir de puissance : à consommer avec modération ». Deux écueils sont à éviter : abandonner toute ambition et, au contraire, parler sans fin de sa vocation à la puissance. Là encore, le réalisme s'impose : privilégier la crédibilité politique plus que la crédibilité militaire, cesser de justifier la possession d'armes nucléaires pour sa grandeur, utiliser la francophonie comme instrument d'ouverture et non comme une arme défensive contre l'anglais, poursuivre son rayonnement dans le Tiers Monde sans le ternir par une politique répressive des visas et

des sans-papiers. L'auteur en conclut, une fois de plus, que la véritable ambition réside dans le réalisme et termine sur ce constat : la France est une puissance.

Un livre agréable à lire, qui fait le tour des grands jeux internationaux auxquels la France est confrontée.

Catherine WIHTOL DE WENDEN

CNRS (CERI), Paris, France

The Politics of Multiculturalism in the New Europe : Racism, Identity and Community.

MODOOD, Tariq and Pnina WERBNER.
London & NY, Zed Books, 1998, 288 p.

Encore une fois, sous la direction de Tariq Modood & Pnina Werbner, 14 auteurs contribuent à ce volume et à un autre complémentaire suite à un « atelier » européen tenu à l'Université de Manchester, en décembre 1994, sur le thème des « multiculturalismes », en tant que résultats, constamment contesté et contestable, de multiples rapports de force et de multiples négociations. Impossible donc de rendre compte de toute la richesse de chacune des contributions pourtant originales tant du point de vue théorique qu'ethnographique. Sont ainsi examinés par différents auteurs les cas de l'Europe de l'Est et l'Europe centrale, de la Scandinavie, des immigrants turcs en France et en Allemagne, de l'Islam en France et en Allemagne, de l'ethnicité en Angleterre, considérée comme exemplaire des programmes d'actions positives du « communautarisme » des droits individuels égaux et de la ville irlandaise de Bradford.

D'entrée de jeu, Tariq Modood aborde les politiques de multiculturalisme dans la « nouvelle » Europe d'après la guerre froide. Selon lui, l'étude de cas démontre que les identités plurielles sont traitées de façon fort différente selon les États et les situations empiriques locales. Il dégage de ce constat, une typologie intéressante des États multiculturels : postmoderne, libéral, républicain, fédératif et pluriel. Finalement, il souligne que le multiculturalisme se traduit dans les faits par de « nouvelles façons » d'être français, ou allemand, ou anglais, etc., donc par une nouvelle citoyenneté, c'est-à-dire des modes renouvelés par la négociation politique de relation entre les États et leurs « habitants » sans que ce soit incompatible avec le développement d'institution transnationale. L'intérêt premier de cette démonstration est à mon avis d'avoir mis en évidence que ces processus sont dynamiques, fluides et continus, donc objet de jeu stratégique et de négociation constante. Voilà pourquoi et comment l'État-nation est maintenant l'objet de reconstructions actives.

Pour sa part, Pnina Werbner assume la conclusion de ce livre qui traite du multiculturalisme en tant que multiples façons dont les différences culturelles doivent être négociées et transcendées politiquement, dans une Europe orientée vers le futur utopique pour que plus jamais les horreurs du passé ne reviennent. Or, selon cet auteur, l'Europe est surtout un produit post colonial : un continent d'immigrants avec leurs descendants ainsi que son héritage de xénophobie, de racisme, d'antisémitisme ou de fanatisme. Comment dépasser cet héritage et quelle philosophie de la « tra-

duction » dominera l'Europe ? Pour l'ensemble des auteurs et Pnina Werbner, un programme politique de multiculturalisme qui n'intègre pas l'antiracisme comme un élément de base n'est pas suffisamment radical car les minorités doivent pouvoir s'appuyer dans ces processus politiques inégalitaires sur une forte protection légale et institutionnelle de leur « culture » spécifique. C'est une question de justice sociale et d'égalité de chance.

L'étude de l'immigration internationale en Europe de Umberto Melotti de Rome a plus particulièrement attiré mon attention. En révisant les projets explicites des politiques d'immigration et d'intégration françaises, anglaises, allemandes et italiennes, il souligne les tensions et les conflits que ceux-ci provoquent depuis la fermeture « officielle » des frontières. L'écart entre les droits égaux et leurs applications inégales est criant. La situation générale se détériore avec la montée d'attitudes d'intolérance indirectement encouragées malgré les bonnes intentions politiques affichées.

En somme, je garde une impression assez décevante de l'ensemble de l'ouvrage. La volonté explicite de nous doter d'un point de vue « radical » sur ces questions se traduit finalement par un simple rappel que les politiques sont le résultat de rapports de force plutôt que de la théorisation du politique. Pourtant, chaque article est très bien documenté et fait preuve d'une excellente connaissance historique d'un vieux débat politique autour des minorités, de l'ethnicité et de l'identité nationale. La globalisation relance le débat à tous les niveaux, local, national et transnational tandis que des

processus disparates plus ou moins contrôlés et contrôlables se poursuivent de toute façon. Et oui, la négociation politique et interculturelle est loin d'être terminée, mais contrairement à ces auteurs, je ne suis pas certaine que les multiculturalismes soient le cadre idéal pour effectuer ces négociations. Mais, là aussi ils ont raison, c'est sur le terrain empirique que le cadre pertinent va s'établir au cas par cas, dans l'incertitude et par une approche type *essai/erreur*. Si c'est ça les multiculturalismes, il pouvait être important de le rappeler comme ces auteurs l'ont fait avec beaucoup de sérieux.

Nicole BOUCHER

Département de sociologie
Université Laval, Québec

MOYEN-ORIENT

The Founding Myths of Israel : Nationalism, Socialism, and the Making of the Jewish State.

STERNHELL, Zeev. Princeton, NJ,
Princeton University Press, 1998,
434 p.

Tout écrit sur Israël est controversé. Même s'il est radicalement différent des mythes fondateurs de la politique israélienne, écrit contesté de Roger Garaudy, l'ouvrage de Sternhell n'échappe pas à cette règle. Bien qu'il ne remette pas en question l'existence de l'État hébreu, l'auteur provocateur désavoue la lecture hypocrite que la gauche israélienne en particulier et une partie des mouvements gauchistes à l'échelle mondiale font des valeurs fondamentales à l'origine de sa création et le stéréotype de soldat-paysan. La question fondamentale que l'auteur pose tourne autour de la no-

tion contestable d'israélité et ses dérivés, c'est-à-dire la nature du nationalisme juif et le caractère du socialisme sioniste. Deux autres questions importantes découlent de cette dernière notion : quelles sont les origines du socialisme sioniste et quelle place occupe-t-il dans le développement de l'identité israélienne ? Le présent ouvrage cherche à remettre les pendules à l'heure juste en reposant cette « question fondamentale » et analysant les vrais thèmes évacués jusqu'ici.

Comme le mythe dominant revendiquait que les fondateurs d'Israël voulaient créer un État territorial et une société socialiste pour le peuple juif, Sternhell affirme que le socialisme a servi les leaders du mouvement influent travailliste plus comme un réservoir de rhétorique en vue de légitimer le projet national de créer un État juif que le plan d'une société juste. L'auteur explique comment Ben Gourion et d'autres dirigeants socialistes du parti Mapai n'ont jamais vraiment cru dans l'avènement et la réalisation du rêve d'une nouvelle société, même si plusieurs de leurs supporters ouvriers s'identifiaient socialistes. Les fondateurs de l'État hébreu ont appris dès le début que le socialisme, à l'instar d'autres idéologies universelles comme le libéralisme, était incompatible avec le nationalisme culturel, historique et territorial. Selon Zeev Sternhell, comme le nationalisme dépasse les valeurs universelles, Israël ne s'est pas donné une constitution ou la charte des droits. De plus, à cause de la non séparation du fait politique de la croyance religieuse, ce pays n'a pas réussi à développer un concept libéral de la citoyenneté. Ces confusions et contradictions ont empêché l'État hébreu de reconnaître les